

fol: 35.

Accuse reception le 9 nov. 1891.

Légation de Suisse en France. Paris, (4, rue Cambon) le 5 Novembre 1891
(Prière de rappeler le numéro ci-contre)

En circulation.

N° 1

Monsieur le Conseiller fédéral

Contrairement à ce que m'avait assuré l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, l'Empereur de Russie n'a fait aucune visite à l'empereur Guillaume en retournant du Danemark à Livadia. Le comte Münster me dit que cela n'est pas inquiétant, que cela vaut même mieux, car on aurait pu se dire des choses désagréables. — Le fait n'en est pas moins acquis que le czar n'a nullement tenu à donner au monde la preuve, espérée par le comte Münster, de ses intentions essentiellement pacifiques envers l'Allemagne. — Je vous écrivais le 20 octobre que la concordance des déclarations ultra-pacifiques des agents de la triple alliance avait tout l'air d'une conigne; l'absence de visite du Czar à Berlin confirme cette impression. L'ambassadeur d'Angleterre

Monsieur
Monsieur Drog, Conseiller fédéral
Berne



a tout à fait la même manière de voir; il a reçu communication, à la fin d'octobre, d'une foule de télégrammes de toutes les capitales relatant un langage identique de la part des agents italiens, allemands et autrichiens; on lui paraît de là à Berlin à faire « bonne mine à mauvais jeu ».

M. Ribot m'a dit hier qu'on avait compté à Berlin sur cette visite d'Alexandre III; qu'il n'y avait pas lieu pour la France de regretter que cette visite n'ait pas été faite, mais qu'il n'y avait pour le pays « aucun danger immédiat », attendu que si cette visite avait été faite, elle tenait surtout à ce que le Czar avait été frappé des attaques berlinoises contre les finances russes & le rouble emprunt.

Autre indice à noter: l'interdiction absolue de l'exportation des avoines russes. L'avoine est très-parente du cheval, & on n'a jamais considéré l'interdiction d'exporter les chevaux comme un grand indice pacifique.

Autre indice à noter: Après m'avoir parlé du passage du Tzar sans arrêt à travers l'Allemagne, M. Ribot a immédiatement

ajouté : " D'autre part, nous aurons à Paris dans quinze jours
 la visite de M. de Giers, & nous verrons (*) & est très naturel que
 M. Ribot souligne les deux faits, mais ni l'un ni l'autre de ces
 faits n'est de nature à confirmer les espoirs & aspirations ultra-
 optimistes de la triple alliance (pour autant que son langage est sincère).

Profi de plus près les d'une visite qu'il m'a faite, le Lt.
 Münster en est même arrivé à me dire que, somme toute, la vérité
 était que l'arbitre de la paix est et reste le Czar, et a répété son assertion
 qu'on pouvait compter sur les intentions pacifiques de ce souverain, pour le
 motif énoncé qu'Alexandre III est personnellement poltron. Si telle était la
 vérité, la garantie serait minime, car de nos jours, les souverains ou les
 généraux en chef ne risquent guère leur peau dans une guerre; depuis le
 XVI^e siècle, je cherche en vain. Dans mes ^{en dehors de Gustave Adolphe de Suède} mémoires, le nom d'un souverain tué ou
 blessé à la guerre, & parmi les prisonniers, je ne trouve que François I^{er}, Charles
 XII et Napoléon III. — Un des plus belliqueux souverains de la Prusse, Frédéric II,
 paraît pour personnellement très peu créne.

J'ai donc l'impression qu'il servirait tout à fait d'avoir l'œil
 ouvert; il y a de très sérieux éléments en faveur du maintien de la paix

(*) Les mots " nous verrons " sont-ils une allusion à la possibilité d'une alliance de jussive
 franco-russe, alliance de jussive dont M. de Mohrenheim a parlé à l'un de mes collègues comme
 étant désiré par lui Mohrenheim (il n'a pas dit " désiré par son gouvernement ")?

notamment la nécessité pour la Russie de faire ses fonds de petit calibre & le fait que chaque année de retard augmente beaucoup le chiffre des armées russes et française, mais il y a aussi de très sérieux éléments pour imposer la vigilance. — de fait signalé dans mon rapport du 22 Septembre que l'Allemagne n'enverrait pas et hiver une partie de sa flotte dans la méditerranée est aujourd'hui devenu public, on n'en doute pas si rassuré à Berlin qu'on veut bien le proclamer. La situation de l'Italie, tant au point de vue économique qu'au point de vue des progrès de parti républicain, n'est pas si brillante & M^r de Rudini a dit autrefois qu'il valait mieux mourir les armes à la main que de mourir d'anémie. Le gouvernement français peut, non seulement se dire que la situation ^{de} l'Allemagne n'est pas très favorable à l'intérieur, mais surtout se dire qu'il y a utilité à profiter des bonnes dispositions actuelles de la Russie, dispositions qui pourraient se trouver modifiées soit par un changement de front de l'empereur Guillaume, soit par une crise ministérielle en France. — L'Angleterre enfin, profondément irritée du rapprochement franco-russe, voyant partant, en Chine, en Egypte, à Constantinople, la France marcher avec la Russie ou la Russie marcher avec la France, travaille tant qu'elle peut à précipiter les choses, parce que lord Salisbury craint à la fois les faiblesses possibles de futur cabinet Gladstone & la disfection éventuelle de l'Italie, susceptible selon lui, de céder aux tentatives russes & de reprendre la politique austrophobe.

Nous risquons d'avoir en France, à l'intérieur, le contre-coup
 de ces préoccupations d'ordre extérieur. — La triple alliance a un
 intérêt majeur à chercher à provoquer la chute du cabinet Freycinet -
 Ribot - Comtans & à rouvrir l'ère des difficultés et des crises
 parlementaires. Le Boulangerisme, à ses débuts tout au moins, faisait
 tout à fait les affaires de M. de Bismarck et Crispien; à cette époque,
 M. le Président Carnot & M. Magnin, gouverneur de la Banque de
 France, m'avaient signalé l'arrivée, d'Allemagne & d'Italie, de
 intelligences importantes dans le camp boulangiste (voir rapports des
 11 Janvier 1889 page 2 et 25 Janvier 1889 page 6); les fonds n'ont commencé
 à baisser sérieusement dans la caisse du Général que lorsqu'on a pu
 croire à son succès & à la possibilité d'une restauration du Césarisme en
 France; cette coïncidence m'a souvent frappé. Je ne serais donc pas très
 surpris que la Triple alliance fit un hiver de grands efforts pour
 provoquer ici des crises parlementaires. Il y a dans le Parlement français
 certains bris galuses; l'année dernière ou ce printemps, le rapporteur du
 budget de la guerre dans une des chambres a publié une brochure à sensation
 annonçant la guerre imminente, en vue tout au moins d'une spéculation de

librairie; un grand journal d'extrême-gauche a pour principal
 commanditaire un allemand; le Cabinet a maintenant dix huit mois

d'existence ce qui est long en France. Je ne veux nullement dire que des
 députés se laissent acheter par la triple alliance, mais je m'attends à
 ce qu'on mette en mouvement l'esprit de combativité, réprimé depuis
 18 mois, d'une partie du parlement français, par tous les moyens
 détournés qui fournissent les énormes fonds secrets de l'Allemagne -

L'attaque de Samedi dernier menée contre le Cabinet par
 MM. Millerand & Clémenceau, à la Chambre, & par MM. Colletan

et autres dans la Justice, la Lanterne et autres journaux d'extrême-
 gauche n'est d'ailleurs pas considérée encore comme dangereuse.

M. Ribot y voit plutôt, en ce qui concerne M. Clémenceau, un
 petit air de jalousie envers son jeune collaborateur Millerand,
 qu'il ne veut pas laisser prendre la direction du parti; M. Clémenceau
 a eu peur d'être dépassé & s'est aussitôt laissé aller à être plus violent
 que son ami. - Ce qui est désagréable, c'est que l'affaire des
 pèlerinages a mis le Cabinet dans une mauvaise situation vis-à-vis

comme un acte de désobéissance à l'égard de l'Assemblée nationale

de la droite; je sais de première source que plusieurs ministres étaient opposés à la publication de la circulaire adressée aux évêques par le ministre des Cultes M. Fallières pour interdire les pèlerinages à Rome.

Je sais aussi pertinemment que M. Ribot est hostile aux poursuites pénales contre l'archevêque d'aris à l'occasion de son insolente réponse à la circulaire Fallières; M. Ribot avait pris 48 heures de vacances pour

aller à Lyon, comme le moin, au mariage d'un député de son département (les-de-calais), et les poursuites ont été décidées en son absence; M. Ribot, lié par la solidarité ministérielle, craint d'être

appelé à défendre au public une mesure qu'il désapprouve. — Tout cela met, momentanément tout au moins, le cabinet en mauvaise

posture — Cependant on ne voit absolument pas l'existence d'un

ministre menacé & la prochaine arrivée à Paris de M. de

Giros permettra d'exister de rebelle sur l'argument qu'avec

les crises ministérielles & la perspective de voir l'extrême gauche jouer de nouveau les premiers rôles, on aurait vite compromis le rapprochement avec la Russie.



Le ministre financier après l'intense a régné ici depuis huit jours,

comme conséquence de l'exagération prolongée de tous les cours depuis
 novembre de mois. de nouvel emprunt russe, que j'ouïs d'ailleurs de peu
 de sympathie de la part des banquiers (par opposition aux services de crédits)
 était en train de dégringoler, mais le gouvernement russe fait faire
 pour son propre compte de grands achats des titres de cet emprunt pour
 éviter une panique.

La France regorge d'ailleurs de blés importés; on évalue à 1.400
 mille hectolitres les stocks sur les quais des ports. des navires en route
 ont reçu l'ordre de ne plus se diriger sur les France de préférence en général
 le chemin de la Hollande. Les paysans français ne vendent rien, soit
 qu'ils n'aient rien à vendre, soit qu'ils espèrent une hausse ultérieure. Le
 fait n'en reste pas moins que le blé est ici plus bas qu'ailleurs, et
 que cette énorme crise a pu être supportée jusqu'ici sans exportation d'or;
 ce phénomène économique très remarquable est encore inexplicable. La
 France est prête à 800 millions pour achats de blés sans qu'on sache comment
 elle les a payés; on suppose des achats de titres américains à Londres
 par des américains, venant compenser les achats de blés.

A qui, Monsieur le Comte, les agréments de ma haute
 considération.

Dardy